



Faisons encore plus fort le 19 mars !

Le 29 janvier 2009, les manifestants ont été nombreux. Ils réclamaient une autre politique face à la crise financière et ses conséquences sur l'économie réelle.

Lors du sommet social du 18 février 2009, le Président de la République a annoncé une légère inflexion sociale à son plan de relance économique. La CFDT, comme les autres syndicats, considère ces mesures insuffisantes, trop parcellaires. Elles auront un impact très limité.

Une relance insuffisante

Les quelques mesures fiscales annoncées sont bien loin de ce que rapporte chaque année aux revenus les plus élevés le « paquet fiscal ». Les primes et bons d'achat ne sont pas à la hauteur des difficultés. Les quelques mesures en faveur des jeunes et l'amélioration de l'indemnisation du chômage partiel si elles répondent aux demandes syndicales ne sont pas à la hauteur. Enfin, le fonds d'investissement social demandé par la CFDT reste faiblement doté d'1,5 milliards d'euros pour permettre un meilleur accompagnement (notamment en termes de formations qualifiantes) des salariés victimes de restructurations ou suppressions d'emplois.

2,6 milliards d'euros pour aider les familles ! C'est insuffisant et disproportionné au regard des mesures pour l'investissement et au regard des mesures prises dans la plupart des autres pays développés. Les refus nets de revaloriser le SMIC, de remettre en cause le paquet fiscal ou d'exiger des employeurs des contreparties aux exonérations de cotisations sociales montrent les limites du revirement présidentiel.

Et pour la Fonction Publique : Rien ou presque !

L'objectif de supprimer un emploi pour 2 fonctionnaires partant à la retraite est confirmé. Le seul recul concerne l'enseignement supérieur (mais pas les organismes de recherche) au titre de 2009 et 2010. A titre d'exemple, la remise en cause de l'ingénierie publique dans notre ministère concerne potentiellement au moins 3000 emplois. La « réforme de l'État » par empilement continue de plus belle.

L'État-employeur refuse de négocier sur les salaires. Avancements d'échelons, mesures catégorielles, qui ne bénéficient chaque année qu'à certains, sont censés permettre de maintenir le pouvoir d'achat pour tous. Et sinon, il reste la garantie individuelle du pouvoir d'achat, la baisse de l'inflation attendue de la crise pourvoira au reste. La situation de blocage à laquelle est confrontée une grande partie du personnel appelle à une mobilisation exceptionnelle le 19 mars prochain.

Dans nos services au MEEDDAT aussi !

Les incertitudes sont grandes dans les DDEA en attendant les DDT et les futures DREAL ou pour les OPA en instance de transfert dans les Conseils Généraux. La CFDT dénonce et porte les voix des personnels sur les sujets d'insatisfaction avec des agents traités comme des pions, déplacés au gré des humeurs présidentielles : délocalisations, réorganisations successives, « reprofilage » des services, mutualisation de moyens... Et le tout s'inscrit dans un contexte d'intensification du travail, de désinformation des personnels, des cadres avec une absence totale de volonté pour pratiquer un dialogue social à la hauteur des enjeux.

C'est pourquoi le 19 mars nous appelons les personnels à un temps fort de mobilisation. Pour la CFDT, il faut obtenir :

- l'arrêt des suppressions d'emplois et la consolidation de nos missions de service public
- l'ouverture de négociations sur les salaires
- un affichage clair des orientations qui permette de donner un sens au travail de chacun
- l'arrêt des réformes à marche forcée et l'ouverture d'un dialogue social à la hauteur des enjeux
- un cadrage national sur l'accompagnement social des réformes

Le syndicat CFDT appelle tous les personnels à participer à la réussite de la mobilisation, à faire grève et à participer le plus massivement possible aux manifestations prévues.